

Dr NOVAK RAŽNATOVIĆ collaborateur scientifique supérieur
Institut d'Histoire de la R.S. de Monténégro – Titograd

RELATIONS POLITIQUES ENTRE LE MONTÉNÉGRO ET LA SERBIE AU XIX^e SIÈCLE

La lutte du peuple serbe pour la libération de la domination turque et du système féodal a reçu un sens national à travers le processus de la création des États indépendants du Monténégro et de la Serbie. Par la lutte armée de libération, dans le processus de l'unification des tribus de l'ancien Monténégro et de l'union avec les Brda, sous la conduite des métropolitains de Cetinje de la famille de Petrović-Njegoš, vers la fin du XVIII^e siècle fut définitivement éliminée du Monténégro toute ingérence des autorités turques. En même temps avec cela on a établi au Monténégro les premiers organes permanents du pouvoir public. La révolution serbe, inaugurée par l'insurrection de l'année 1804 et continuée par l'insurrection de l'année 1815, a frayé le chemin à la création de l'État indépendant de Serbie, avec l'émancipation lente, mais certaine, de l'autorité suprême turque.

Les différentes conditions de la formation et du développement du Monténégro et de la Serbie, ainsi que l'action puissante des intérêts et aspirations des puissances européennes envers les Balkans, ont fort compliqué leur coopération à la réalisation du but qui leur était commun: la libération et l'union de l'entier peuple serbe. Une circonstance qui présentait des difficultés était le fait que le Monténégro et la Serbie étaient séparés par le territoire du Sandjak de Novi Pazar que les Turcs tenaient ferme.

Dès que l'insurrection avait éclaté dans la région de Šumadija en 1804, les représentants des tribus de Brda et de l'Herzégovine adressaient des appels à l'évêque monténégrin Pierre I^{er}, l'invitant à l'action commune contre les Turcs. Le chef de l'insurrection Karađorđe et les autres commandants invitaient à deux reprises aux mois d'août 1804, l'évêque monténégrin Pierre I^{er} à entrer en guerre avec eux. Puisqu'il était déjà informé de leurs préparatifs, Pierre I^{er} a déclaré, à la veille de

l'insurrection qu'il était prêt, en commun avec les chefs serbes „à nous précipiter sur nos ennemis – les Turcs”. Pourtant, la Russie a empêché Pierre I^{er} de réaliser son intention en lui conseillant la retenue. A cette époque la Russie était préoccupée de tentatives de former une coalition avec la Turquie et l'Autriche contre la France de Napoléon. De cette façon, l'évêque monténégrin n'a pas accepté les invitations de Karađorđe à entreprendre une action résolue, ni appuyé l'intention des tribus voisines de l'Herzégovine et de Brda de se lever.

Dans les circonstances après la paix de Presbourg de 1805, lorsque l'Autriche dut céder à la France la Dalmatie et les Bouches de Kotor, la Russie tâchait d'utiliser la lutte des Monténégrins et des habitants de Brda ainsi que le mouvement insurrectionnel serbe pour la lutte contre les Français. Les Monténégrins, de leur côté, ont fait, au commencement de 1806, en coopération avec la flotte russe, un effort pour empêcher les Autrichiens d'occuper les Bouches de Kotor. Bien qu'en ce moment les événements de la plus grande importance même pour le Monténégro eussent lieu en Serbie, l'évêque Pierre I^{er} a engagé toutes les forces monténégrines pour réaliser l'union du Monténégro avec les Bouches de Kotor. Ayant défendu avec succès les Bouches de Kotor contre les Autrichiens, Pierre I^{er} ne sera pas en état, vers le milieu de l'année 1807, à résister aux Français.

Entrant en guerre contre la Turquie en 1807 la Russie faisait des efforts pour réunir les insurgés de la Serbie, du Monténégro, des Brda et de l'Herzégovine. Un détachement des Monténégrins et des Russes a tenté de prendre la forteresse de Klobuk dans l'Herzégovine de l'Est, mais les Turcs, aidés par les Français, ont repoussé cette attaque. Les actions des compagnies monténégrines et de Brda contre Nikšić et la Bosnie, ont eu plus de succès et grâce, pour une bonne part, à ces actions il n'y avait aucune attaque contre la Serbie du côté de la Bosnie.

La continuation de la guerre russo-turque en 1809 favorisait l'intensification de l'insurrection serbe et incitait le Monténégro à une plus grande collaboration avec la Serbie insurrectionnelle. Lors de la pénétration des troupes de Karađorđe par Sjenica, un détachement composé de 350 habitants de Brda et de Monténégrins s'est rencontré avec les insurgés. En même temps, Pierre I^{er} exerçait une pression sur Nikšić avec d'importantes forces. L'intention de ces manoeuvres était la jonction des forces insurrectionnelles et des forces monténégrines dans la région de Kolašin et une entrevue de Karađorđe et de Pierre I^{er} qui leur permettrait de se mettre d'accord sur l'action ultérieure. Pourtant, la pénétration turque inattendue de Niš a forcé Karađorđe à rentrer en Serbie avec son armée. Ayant vu cela, l'évêque monténégrin a conseillé aux tribus de Brda de s'abstenir des actions plus importantes contre les Turcs à Nikšić et à Kolašin. Mais comme l'insurrection serbe a résisté avec succès à l'attaque turque, les tribus de Brda ont continué, en 1810, les actions armées contre leurs voisins Turcs.

Au temps où l'empire de Napoléon tombait en ruine, Pierre I^{er} s'était de nouveau engagé dans les Bouches de Kotor, ce qui l'a empêché, encore une fois, de prêter une plus grande attention aux événe-

ments en Serbie. La Serbie n'était pas à même de refouler les puissantes attaques turques et au mois de septembre 1813 elle fut de nouveau occupée.

L'insurrection serbe était réprimée du point de vue militaire, mais ses acquisitions révolutionnaires ne pouvaient pas être annihilées. Bien que Pierre I^{er} maintînt les relations intensives avec Karadjordje et les chefs de l'insurrection et voyait en celle-ci un grand intérêt pour le Monténégro, il s'engageait davantage pour les Bouches de Kotor, pour la sortie au bord de la mer comme un intérêt plus direct du Monténégro.

Lorsque la deuxième insurrection serbe eut éclaté en 1815 sous la direction de Miloš Obrenović, Pierre I^{er} suivait intensivement aussi l'évolution de celle-ci, en envoyant en Serbie son émissaire pour y recueillir les renseignements nécessaires. La cause de la Serbie a pris à présent une direction plus sûre, d'émancipation lente mais persévérante, de la domination turque.

Après l'éclatement de l'insurrection grecque en 1821, des révoltes en Roumélie et en Moldavie et en général des désordres dans la Turquie entière, la prince Miloš Obrenović, appréhendant de plus grands dangers pour la Serbie, s'adressait à Pierre I^{er} demandant son aide. L'évêque monténégrin a souligné que les Monténégrins et les habitants de Brda étaient prêts à effectuer une diversion vers l'Albanie et l'Herzégovine au cas où la Serbie serait attaquée. Le gouvernement russe, d'ailleurs, à cause des rapports tendus avec la Turquie, demandait à la Serbie et au Monténégro à établir entre eux la coopération la plus intime et leur participation à la guerre contre la Turquie qui devait devenir la guerre «générale nationale».

La coopération politique entre la Serbie et le Monténégro s'imposait surtout dans les années vingt du XIX^e siècle, lorsque les puissances européennes entreprenaient des actions militaires et politiques contre la Turquie. Belgrade et Cetinje étaient en contacts intenses, unissant leurs attitudes et s'attendant aux solutions utiles pour eux. La guerre russo-turque de 1828-1829 a éveillé les espoirs du Monténégro qu'il obtiendrait une position plus assurée envers la Turquie. En cette occasion aussi eut lieu un échange intensif de lettres et de contacts par l'intermédiaire des émissaires. Et pourtant, l'intérêt dont ils témoignaient mutuellement et les espérances d'une libération nationale sur un plan plus vaste, en sont restés là.

Pierre II Petrović a considéré nécessaire d'informer le prince Miloš immédiatement du décès de son prédécesseur Pierre I^{er} (1830), de la manière dont lui-même a été présenté au peuple par le testament et du fait que le peuple l'a accepté.

Profitant des droits autonomes à peine reconnus à la Serbie et de sa dignité héréditaire de prince, Miloš a bientôt commencé à donner des conseils au souverain jeune et inexpérimenté du Monténégro, Pierre II. La politique que Miloš pratiquait lui-même, était la politique de prudence, de tactique et de duperie avec les Turcs et il conseillait à Pierre II de profiter de rébellion du pacha de Scutari et de révolte de la noblesse musulmane en Bosnie contre le sultan. Ayant un sentiment profond des

intérêts de son pays, Pierre II ne s'aventurait pas à pactiser avec les pachas et beys rebelles. Le prince Miloš a envoyé en 1832 Sima Milutinović Sarajlija en mission diplomatique au Monténégro et demandait que le Monténégro lui envoyât ses émissaires en vue des entretiens sur les rapports et la politique ultérieurs que la Russie recommandait à la Serbie et au Monténégro. Sans une véritable compréhension de l'essence de la lutte de libération du Monténégro, le prince Miloš conseillait à Pierre II de ne pas faire la guerre à la Turquie, le dissuadait, en 1832, d'attaquer la Zeta et Podgorica, prétendant de se présenter auprès des autorités turques en qualité de protecteur des intérêts du Monténégro. Nonobstant l'échec de l'attaque des Monténégrins et des habitants de Brda contre Podgorica en 1832, c'était la politique qui résultait de l'être même de la lutte de libération du Monténégro.

Pourtant, en dehors de tous les rapports et calculs politiques et diplomatiques, dans l'esprit de la profonde mutualité des peuples, on avait déjà organisé l'accueil et l'installation d'un considérable nombre des familles monténégrines en Serbie, particulièrement pendant les années de disette. C'était une forme importante d'aide au Monténégro, et de l'autre côté, un facteur très important dans la vie, la lutte et le développement général de la Serbie.

L'abdication du prince Miloš (1839) et de son fils, prince Michel Obrenović (1842) et l'arrivée au trône de la Serbie du fils de Karađorđe, prince Alexandre Karađorđević a fort réjoui l'évêque monténégrin Pierre II Petrović Njegoš. En grand poète, Njegoš avait un culte pour le grand chef de la I^{ère} insurrection serbe Karađorđe et lui a dédié son oeuvre la plus importante »Gorski vijenac« (Laurier de la Montagne). Le programme de libération nationale de Njegoš – programme de l'unification de tous les Serbes – accordait le plus grand importance au rôle de la Serbie. Cependant, la coopération nationale entre la Serbie et le Monténégro dépendait dans une grande mesure des facteurs extérieures, des conditions pour une action libératrice plus vaste. Considérablement plus grande et plus riche, la Serbie devait garder les acquisitions de l'indépendance d'État et pouvait attendre le concours des circonstances et des conditions pour pouvoir entreprendre une action plus énergique. Par contre, le Monténégro, petit et pauvre, serré dans les gorges rocheuses, était condamné à la lutte de libération armée continue, à briser les chaînes des villes turques, resp. du système féodal. Pour cette raison, il n'y avait pas encore de base pour une action de politique nationale, directe et commune.

La classe bourgeoise de la Serbie, devenant plus forte, tâchait d'utiliser la conscience libératrice, avant tout du peuple serbe, pour son unification autour de la Serbie comme noyau. Pourtant, cette pensée a déjà perdu sous nombre d'aspects, cette caractéristique révolutionnaire que possédaient les insurrections au commencement du siècle. Une telle politique de la jeune classe bourgeoise de la Serbie a obtenu son programme dans »Načertanije« d'Ilija Garašanin de 1844. L'essence de ce programme est l'idée que l'affermissement de la Serbie doit être réalisé par l'annexion à la Serbie de la Bosnie, de l'Herzégovine, du Monténé-

gro et des autres pays et régions. Le plan de Garašanin était un guide idéologique et politique dans une orientation à long terme et dans l'inévitabilité de résoudre la question d'Orient. La présupposition fondamentale de l'issue favorable du plan de Garašanin était de refouler les prétentions des autres puissances, et avant tout de la Russie et de l'Autriche. Le plan serait directement réalisé par l'alliance des peuples balkaniques, dans laquelle Garašanin ne voyait pas autant un moyen pour la lutte commune, que la possibilité de créer un nouvel État serbe élargi. Par son programme, Ilija Garašanin a posé les fondements de la conception panserbe de l'unification de tous les Serbes.

Pourtant, parallèlement à la construction et l'affirmation de l'État ainsi que de la dynastie des Petrović-Njegoš au Monténégro, le plan d'Ilija Garašanin deviendra de plus en plus opposé aux buts et intérêts particuliers du Monténégro. A cause de l'intensité faible de la lutte de libération au temps de Pierre II, ces contrastes ne s'étaient pas encore visiblement manifestés.

Au cours de l'année révolutionnaire de 1848/49 Garašanin considérait que le moment était venu de réaliser une partie de son programme. Il a établi des liens plus étroits avec l'évêque monténégrin Pierre II. Le grand propagateur de la pensée yougoslave de cette époque, Matija Ban, était venu au Monténégro en 1848 portant le message du gouvernement serbe, pour se concerter avec l'évêque Pierre II sur l'activité commune dans le domaine de la politique nationale. Enthousiasmé par l'idée de libération et d'unification des Serbes, Njegoš consentait sans réserve à tout ce que le gouvernement serbe lui avait proposé relativement au travail en commun. Suivant le programme qu'avait rédigé, sur l'ordre de Garašanin, Matija Ban en 1849, à un moment donné le Monténégro aurait à attaquer le territoire turc qui le séparait de la Serbie, et dans ce territoire un détachement de l'armée serbe viendrait se joindre aux Monténégrins. Le Monténégro agirait, sur le plan de politique nationale, sur le territoire de l'Herzégovine, de la Dalmatie et de l'Albanie. Mais comme l'enthousiasme révolutionnaire et, en réalité, romantique, s'était dégonflé, on s'abstint, en 1850, de toute action et de tout mouvement dans le territoire de la Turquie.

Lorsqu'au Monténégro fut éliminée l'apparence de théocratie et le pays fut proclamé principauté (1852) avec le jeune et énergique prince Danilo Petrović-Njegoš, ce changement fut conçu parmi les gouvernants de Belgrade comme un « désastre » pour le peuple serbe entier, car outre la principauté de Serbie il apparaît une autre principauté de Monténégro qui jouera un rôle parallèle dans la tâche nationale commune et la politique balkanique en général. Dans la politique nationale la Serbie était inactive en ce temps-là et les espoirs des Serbes subjugués se tournaient davantage vers le Monténégro et le prince engagé Danilo. Il se produisit une rivalité permanente entre Belgrade et Cetinje au sujet de la primauté dans le mouvement de libération des Serbes et sur la voie de l'unification.

Le Monténégro, exigu et serré entre les montagnes, devait mener une lutte de libération active pour pouvoir descendre dans les vallées de ri-

vières et les villes et acquérir une base minimum pour vivre de ses propres sources. Une puissante activation de la lutte de libération, particulièrement l'engagement à tous les points de vue et l'aide aux insurrections herzégoviniennes dans les années cinquante du XIX siècle, ont placé le Monténégro au centre d'attention et inspiré les espoirs des Serbes non-libérés.

Encore dans une situation particulière envers la Turquie à garnisons turques stationnant dans ses villes, la Serbie n'était en état d'offrir aucune aide militaire au Monténégro. Ne comptant pas sur cette aide, le prince Danilo exprimait son indignation à cause du comportement passif de la Serbie envers la guerre monténégrino-turque de 1852-1853, - une épreuve à laquelle le Monténégro a pu à peine tenir tête. Ceci a incité le prince Danilo à s'entendre avec les princes Miloš et Michel Obrenović à Vienne, soutenant leur retour sur le trône de la Serbie, tandis qu'à Belgrade on travaillait au détronement du prince Danilo et à mettre sur le trône Stevan Perović-Cuca, neveu de l'évêque Pierre II qui avait fait ses études à Belgrade et le prince Alexandre et le gouvernement serbe avaient plus de confiance en lui. Cependant, de l'un et de l'autre côté, tout suivait la logique de développement intérieur.

Les possibilités du travail en commun de la Serbie et du Monténégro se compliquaient de plus en plus, parallèlement au processus de la consolidation du pouvoir d'État au Monténégro. Comme un tournant en ce sens peut être considérée la grande victoire des armes monténégrines dans la bataille de Grahovac le 13 mai 1858. Par cette victoire le Monténégro s'est procuré la délimitation avec la Turquie par une commission internationale, ce qui signifiait la reconnaissance de fait internationale de la subjectivité d'État au Monténégro. La victoire que les Monténégrins avaient remportée sur les Turcs à Grahovac a eu un grand retentissement, particulièrement dans le monde serbe; il se forme un culte du Monténégro et un grand enthousiasme pour lui. Dans la Belgrade officielle, pourtant, on tâchait d'amoindrir l'importance de la victoire de Grahovac et en général des succès de la lutte de libération du Monténégro.

Le départ du prince Alexandre Karađorđević et l'élection »légitime« du prince Miloš à l'Assemblée de Saint-André en 1858 n'ont pas enthousiasmé le souverain absolutiste monténégrin, prince Danilo. Bien qu'il estimât davantage les Obrenović dans son for intérieur. Le prince monténégrin suivait attentivement les événements en Serbie et en Italie. Sur le conseil du gouvernement français, vers lequel il s'orientait davantage après la paix de Paris, le prince Danilo se proposait en 1860 d'envoyer ses émissaires à Belgrade pour se concerter sur le moyen pour soulever la question serbe au cours de la guerre entre l'Autriche et la France à laquelle on s'attendait précisément. Pourtant, le prince Danilo fut assassiné à Kotor le 13 août 1860 et peu de temps après, le 26 septembre 1860, mourut aussi le prince Miloš.

La lutte pour la libération paraissant inévitable, une guerre couronnée de succès contre la Turquie offrait l'unique perspective pour le Monténégro, car autrement il aurait été étouffé dans ses montagnes.

Ainsi le Monténégro s'engageait de nouveau dans l'insurrection herzégovinienne de 1861, malgré les conseils de la Russie qui lui suggérait la circonspection et la retenue. Ceci a provoqué la guerre avec la Turquie en 1862, dans laquelle le Monténégro a été durement éprouvé. La Serbie n'était pas objectivement en état d'aider le Monténégro, cette fois non plus, mais Cetinje considérait cela comme »trahison« des intérêts du peuple serbe. Les conséquences en étaient le refroidissement des rapports mutuels et la méfiance entre les cours et les gouvernements de deux pays.

Après l'année 1860, pendant le règne du prince Michel Obrenović, la Serbie passait pour centre de ralliement des États et peuples balkaniques. Orienté à la protection puissante de la »Russie orthodoxe«, le prince Michel, comme favori de la cour russe, s'imposait comme protagoniste du mouvement de libération des peuples balkaniques. Orienté plutôt à la France, le Monténégro se trouvait, surtout après les dures épreuves de 1862, à l'ombre de la Serbie. Le prince Nicolas essayait d'aplanir les différends et d'établir les relations »cordiales« avec le gouvernement serbe. Pourtant, l'activité de plusieurs missions politiques, parmi lesquelles aussi la mission de la veuve du prince Danilo, la princesse Darinka, n'a pas réussi à dépasser la suspicion et méfiance mutuelles. Mais seules les effusions régulières de l'amour fraternel et le désir de communauté et de concorde, reflétaient tout de même la connaissance de la liaison fatale des peuples de deux pays.

Pourtant, les exigences de l'opinion publique serbe et la maturité qu'a atteinte le mouvement national serbe ne signifiaient pas aussi une possibilité réelle de libération et d'unification nationales plus larges. Dans les actions nationales des années soixante du XIX^e siècle, il est vrai, on mettait en relief le principe positif que les peuples balkaniques devaient résoudre eux-mêmes leurs problèmes. Mais aucune tendance autonome dans le développement des mouvements nationaux et révolutionnaires ne pouvait, en ce temps-là, compter sur la bienveillance désintéressée des gouvernements européens.

Comme centre des mouvements de libération dans les Balkans, avec le puissant appui de la Russie, le gouvernement serbe d'Ilija Garašanin tâchait de soumettre toute la politique étrangère du Monténégro à ses fins. Ce fut en vain que le prince Nicolas mettait constamment en relief les sacrifices et les résultats du Monténégro dans les guerres de libération antérieures. Le fait que la politique extérieure du prince Michel n'était en effet que la transmission de la politique balkanique russe, obligeait le prince Nicolas à s'y soumettre de quelque manière. En 1866, le prince Nicolas avait réglé les rapports avec la Serbie par une convention secrète dans laquelle il renonçait au trône en faveur du souverain futur de l'État uni, prince Michel Obrenović. Cependant, une telle convention, relative à l'inclusion du Monténégro dans le futur État serbe uni, en sacrifiant la dynastie monténégrine et l'individualité de l'État monténégrin, n'obligeait en réalité aucun des signataires. Même pendant que ce rapport »contractuel« était en vigueur (1866-1868), il n'était pas valable en fait, il ne guidait en pratique leurs relations et actions politi-

ques. Chacun de deux partis pratiquait une politique indépendante, luttant pour ses propres intérêts d'États et dynastiques. Le traité confédéral entre les princes monténégrin et serbe s'était montré prématuré et irréal, n'importe combien il paraissait être la base de l'entente des États et peuples balkaniques pour la lutte contre la Turquie. Les facteurs extérieurs, surtout les prétentions de l'Autriche-Hongrie, faisaient que tous les efforts du prince Michel avec le Monténégro, la Grèce, la Roumanie et les hommes politiques nationaux croates et bulgares, se terminaient sans aucun résultat dans les archives. L'unique importance de ces tentatives était le fait qu'elles représentaient le premier modèle de l'action qui, en 1912, aura une plus grande valeur pratique.

Cependant, la chute du gouvernement d'Ilija Garašanin (1867) a marqué le changement de l'orientation de politique extérieure de la Serbie – à l'Autriche-Hongrie au lieu de l'orientation à la Russie, ce qui a exercé une influence essentielle sur l'activité de la Serbie dans le domaine de la politique extérieure. Précisément en ce temps-là le prince monténégrin s'affranchissait de la puissante influence française et s'orientait à la Russie. Ce facteur a puissamment contribué à l'affermissement rapide du prestige et de l'influence du Monténégro dans les événements balkaniques.

Après l'assassinat du prince Michel (1868) la régence serbe pratiquait une politique nationale d'inaction et le peuple serbe, et surtout la Jeunesse unie serbe, mettaient tout leur espoir en Monténégro et en son jeune prince. C'est que, à ces «âmes tremblantes» il semblait que le prince monténégrin était le vrai personnage à se mettre à la tête du mouvement de libération du peuple serbe et à jouer le rôle qui avait été destiné au prince Michel. Mais l'un et l'autre gouvernements se rendaient bien compte que leurs forces étaient limitées et que la constellation des facteurs extérieurs était défavorable pour qu'ils pussent se laisser duper par l'exaltation politique dépourvue de sens critique des jeunes gens et provoquer la grande crise d'Orient.

Le gouvernement serbe croyait qu'un mouvement de libération plus vaste pouvait se produire dans les Balkans même d'une manière imprévue et il appréhendait un tel développement, non seulement de crainte que les facteurs extérieurs pussent s'ingérer, mais aussi à cause du rôle que le Monténégro et son prince y pouvaient jouer, et tout particulièrement pour ne pas empêcher la perspective des objectifs à long terme de la classe bourgeoise serbe. Pour cette raison la régence cherchait à régler ses relations politiques avec le prince de Monténégro par un pacte écrit ferme. Ayant déjà acquis une forte position auprès de la cour russe et jouissant d'un grand prestige parmi les peuples des Balkans, le prince Nicolas ne voulait pas se soumettre aux désirs des régents serbes ni reconnaître de nouveau la primauté de la Serbie et se subordonner à ses intérêts et aspirations politiques. Lorsque le prince Nicolas eut refusé de régler les relations politiques conformément au désir du gouvernement serbe, les régents essayèrent de réaliser l'influence politique désirée par la convention militaire, plaçant les affaires militaires du Monténégro sous leur contrôle. Le Monténégro avait, d'ailleurs, accepté la grande

aide militaire de la Serbie, inclusivement l'exercice de l'armée monténégrine par les officiers serbes. Mais à Cetinje on était d'avis que les officiers serbes ne sauraient commander adéquatement l'armée monténégrine qui, par la longue lutte de libération, avait formé sa propre tactique spécifique et que par conséquent, elle devait être commandée par les chefs du pays. Pressentant dans la convention militaire proposée le danger pour l'indépendance politique de son pays, le prince Nicolas s'obstinait à traîner les négociations en longueur, de sorte que la convention, dans la version proposée par Jovan Ristić, n'a jamais été conclue.

L'insurrection de l'Herzégovine de 1875 a enflammé la grande crise d'Orient. Le prince Nicolas a eu vite soin de mettre l'insurrection sous son contrôle. Ce n'était guère difficile en considération de l'expérience acquise par les luttes communes, l'unité des buts et des aspirations des Monténégrins et des Herzégovines des insurrections et guerres passées, faites en commun. Le gouvernement serbe, de son côté, a dirigé ses prétentions vers la Bosnie dans laquelle a aussi bientôt éclaté l'insurrection du peuple serbe. Engagés dans les événements fatals, les gouvernements de la Serbie et du Monténégro devaient se mettre d'accord sur les actions et objectifs communs. Contraints par les événements, deux gouvernements ont signé, après les négociations longues et interrompues, à Venise le 12 juin 1876 l'accord sur l'entrée en commun dans la guerre contre la Turquie. A la différence de celle de l'année 1866, cette convention était un accord sur l'action concrète de la Serbie et du Monténégro. Mais, elle ne renferme aucune mention de l'unification de deux États. On n'y fait ressortir qu'en principe l'objectif direct de la lutte commune – «libération du peuple serbe dans la Turquie d'Europe». Pourtant, la Serbie et le Monténégro ont délimité les sphères des actions possibles, particulières, de leurs armées sur un vaste espace géographique. Il n'y a, par exemple, aucun plan sur l'action coordonnée dans le sandjak de Novi Pazar en vue d'une jonction de deux armées. Chaque parti se réglait sur ses propres intérêts d'État particuliers, que l'autre avait à respecter; ceci explique en premier lieu l'intérêt du Monténégro à l'Herzégovine et l'intérêt de la Serbie à la Bosnie.

La Serbie et le Monténégro ont déclaré la guerre à la Turquie vers la fin de juin 1876. Il s'est montré très vite que ni l'un ni l'autre n'était en état de réaliser son but principal – «libération du peuple serbe dans la Turquie d'Europe». L'armée serbe, concentrée au sud, a subi une défaite près de Djunis et commencé à battre en retraite. L'armée monténégrine, après l'échec de l'attaque contre Nevesinje et la défaite de son avant-garde à Dišina, près de Mostar, s'est retirée en toute hâte de l'Herzégovine. Supposons que cette tentative avait été couronnée de succès, les principales puissances intéressées, avant tout l'Autriche-Hongrie, auraient dû accepter du moins une partie d'un tel résultat. Mais l'impuissance de la Serbie et du Monténégro de faire efficacement une offensive contre la Turquie, signifiait la perte des chances pour les peuples yougoslaves pour 40 ans entiers.

Pour le Monténégro, pourtant, il était très important qu'il ait montré une résistance exceptionnelle dans les guerres de libération ul-

térieures. Par les victoires brillantes à Vučji Dol et à Fundine, et dans une série de moindres combats, la Monténégro a fait plus que de se maintenir, acquérant la légitimation pour la solution relativement satisfaisante de sa position.

Craignant que la situation ne se tournât à son détriment, l'Autriche-Hongrie s'est concertée avec la Russie sur le partage des sphères d'intérêt. A Reichstadt au mois de juillet 1876 et par les Conventions de Budapest de janvier 1877 a été fixé le prix de la neutralité de l'Autriche-Hongrie dans la guerre russo-turque imminente. La Russie a approuvé à l'Autriche-Hongrie d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine dans un moment propice et s'est engagée à ne pas créer un grand État slave dans les Balkans. Le question du sandjak de Novi Pazar devait être l'objet d'un accord ultérieur entre ces deux puissances.

Au mois de novembre 1876 déjà, à l'intervention de la Russie, fut conclu l'armistice entre la Serbie et la Turquie qui était valable aussi pour le Monténégro. Au commencement de l'année 1877 la Serbie a conclu la paix. Le Monténégro, à partir du mois d'avril 1877 en alliance avec la Russie, a continué la guerre. Le Monténégro a résisté à une grande attaque turque en été 1877, puis libéré Nikšić, et vers la fin de l'année 1877 et au commencement de l'année 1878 il a libéré aussi la zone littorale de Čanj jusqu'à la Bojana avec les villes Bar et Ulcinj.

Au Congrès de Berlin c'est l'Autriche-Hongrie qui, en général, dressait les cartes politiques de la Serbie et du Monténégro. La Serbie a obtenu un certain agrandissement au sud-est. Le Monténégro a été modelé proportionnellement à ses acquisitions de guerre – il a obtenu les villes de Nikšić, de Kolašin et de Podgorica et l'issue tronquée au bord de la mer avec le port de Bar. Le territoire du sandjak de Novi Pazar qui séparait la Serbie et le Monténégro est resté sous la souveraineté de la Turquie avec une ingérence militaire-politique déterminée de l'Autriche-Hongrie. Par là fut assuré l'intérêt essentiel de la Monarchie que la Serbie et le Monténégro restent physiquement séparés et que leur unification soit différée à un futur très éloigné et incertain.

Par cette décision de Berlin, les espoirs d'une libération et unification nationales sur un plan plus vaste pour le Monténégro et la Serbie ainsi que pour les autres peuples yougoslaves ont tout de même obtenu une base plus réelle et une meilleure perspective pour l'avenir.

Les politiques nationales de la Serbie et du Monténégro dans la période après le Congrès de Berlin restaient au fond orientées, ne fût-ce qu'à un terme plus long, à la libération et unification nationales totales. Mais leurs tactiques et leurs engagements dans l'intervalle de temps de 1878-1903 étaient autres et différents l'un de l'autre. La Serbie était fort désillusionnée par l'attitude de la Russie qui favorisait la Bulgarie à la fin de la crise d'Orient. Au point de vue économique, la Serbie était de plus en plus obligée à s'orienter à l'Autriche-Hongrie et, par conséquent, elle trouvait à Vienne aussi l'appui pour sa politique extérieure. Le Monténégro, dépendant de l'aide matérielle et de l'appui moral et politique de la Russie, a dû rester à une plus grande distance de la Monarchie, car un attachement plus ferme à Vienne aurait étouffé le Monténé-

gro, petit et arriéré, en tant que foyer de l'indépendance nationale parmi les Serbes et les Yougoslaves. Ces différentes positions envers l'Autriche-Hongrie après 1978 ont stimulé les oppositions existantes entre les dynasties monténégrine et serbe. La formation définitive des États indépendants et jouissant d'une reconnaissance internationale, le Monténégro et la Serbie, n'a pas au fond infirmé l'unité de leurs idéologies nationales, mais mettait davantage en relief leurs oppositions dynastiques et leurs individualités politiques.

Le premier contact d'une certaine importance entre ces deux États après les guerres de libération de 1876–1878, a eu lieu à l'initiative du prince Milan Obrenović et du gouvernement serbe qui, au mois de mars 1879, avaient proposé l'établissement d'une mission diplomatique permanente de la Serbie à Cetinje. Considérant qu'à un temps où le Monténégro avait de graves complications avec la Turquie et la Ligue albanaise au sujet de la délimitation et lorsque la situation n'était pas favorable à une action nationale commune quelconque, le représentant de la Serbie à Cetinje n'aurait qu'à informer son gouvernement de ce qu'on parlait, projetait et faisait ici, le prince Nicolas prétextait que Cetinje était incommode et ne possédait pas encore des conditions matérielles pour les missions diplomatiques et que, d'ailleurs, il avait l'intention de transférer la capitale à Podgorica.

Par la convention secrète, conclue avec l'Autriche-Hongrie en 1881, le prince Milan avait renoncé à l'activité nationale et politique en Bosnie et en Herzégovine. Ceci se manifestait par l'absence de tout intérêt à l'insurrection en Herzégovine de 1881–1882 contre l'occupation austro-hongroise de la part du prince Milan et de son gouvernement. La récompense au prince Milan était l'appui que Vienne avait donné à sa décision de se proclamer roi de Serbie. Cet acte, quoique symbolique, était une confirmation de la plus grande force et importance de la Serbie dans le cadre du peuple serbe par rapport au Monténégro. Le prince Nicolas a compris cet acte comme un coup porté à sa dynastie et au prestige du Monténégro même. Saluant verbalement la proclamation du royaume, derrière les paroles de joie et d'éloge Cetinje adressait la reproche en faisant allusion au fait que la couronne royale a été reçue de la main de l'Autriche-Hongrie, ce qui veut dire au prix de renonciation au travail national plus actif. Bien que la proclamation du royaume en Serbie ait fort lésé la vanité du prince Nicolas, ces années-ci il n'y avait pas de querelles ouvertes entre lui et le prince Milan devenu roi ni d'intrigues dynastiques.

Mais lorsque, en 1883, le prince Nicolas a donné la main de sa fille aînée Zorka au prétendant au trône serbe, prince Pierre Karadordević, fils du prince Alexandre, entre le prince Nicolas et le roi Milan il en est venu à une série d'intrigues graves, de haines et d'inimitiés. Le gouvernement russe a approuvé ce mariage, l'empereur a même donné une petite dot pour la princesse Zorka, mais tout cela à condition que le prince retienne strictement le prince Pierre dans les limites des aspirations légitimes. Vienne, de son côté, a fait remarquer au prince Nicolas qu'il subirait personnellement les conséquences pour les coups éventuels du

prince Karadorđević, dirigés contre le trône du roi Milan. Le prince a répondu qu'il respecterait toujours les intérêts de la Monarchie, mais qu'il ne pouvait pas lui reconnaître le droit de se mêler des affaires qui na la regardaient pas. Grâce à l'appui de la Russie, c'est à dire du prince Nicolas, les positions du prince Pierre Karadorđević en tant que prétendant ont été objectivement affirmées par ce mariage. Cependant, le prince Pierre lui-même s'abstiendrait de tout travail, pour le succès duquel il aurait à remercier à son beau-père, le prince Nicolas.

Les relations officielles entre le Monténégro et la Serbie s'aggravèrent davantage au sujet de la révolte de Timok en 1883. Un certain nombre des radicaux se sont réfugiés au Monténégro et le roi Milan soupçonnait que la révolte elle-même ne s'est par produite sans une certaine complicité du prince Nicolas. Mais le fait est, qu'au cours de la révolte de Timok, le prince Nicolas avait averti le prince Pierre Karadorđević, qui se trouvait alors à Paris, de ne s'immiscer dans les événements de la Serbie en aucune manière, pour que cela ne provoquât une intervention étrangère, dangereuse pour toute la „race serbe”.

Cetinje suivait attentivement la guerre serbo-bulgare de 1885. La tentative du roi Milan pour empêcher l'unification de la Bulgarie se termina pas sa défaite sur la Slivnica. Le prince Nicolas s'en jouissait malicieusement. De l'autre côté, le raffermissement des positions bulgares envers la Macédonine étaient indirectement nuisibles aux aspirations du prince Nicolas vers le sandjak de Novi Pazar et la Metohija – auxquels la Serbie prétendait aussi.

L'opposition des radicaux et des partisans de la dynastie des Karadorđević menait du Monténégro et de la Bulgarie une campagne contre le roi Milan, particulièrement après l'étouffement de la révolte de Timok et après la défaite de l'armée serbe sur la Slivnica, en vue d'ébranler le régime en Serbie. Nicolas Pašić et l'émigré monténégrin, le fameux voïovde de l'insurrection herzégovinienne Peko Pavlović, envoyaient secrètement leurs hommes de la Bulgarie en Serbie, répandaient les proclamations, formaient les groupes armés qui venaient jusqu'aux frontières de la Serbie en vue d'y provoquer un soulèvement contre le régime du roi Milan. Les menaces analogues venaient aussi de la part d'un groupe d'environ 150 émigrés – membres du parti radical – au Monténégro, avec l'archiprêtre connu d'Užice, Milan Đurić. Dans l'intervalle de 1884 à 1888 le roi Milan et son gouvernement étaient constamment obsédés par la peur d'une incursion des bandes composés des radicaux et des Monténégrins et de celles des partisans des Karadorđević de la Bulgarie et du Monténégro en Serbie. Ces provocations intensives du roi Milan coïncidaient avec la crise internationale qui s'était produite après l'unification de la Bulgarie et le gouvernement russe et le prince Nicolas soutenaient discrètement l'esprit de l'opposition serbe pour pouvoir, au cas d'une conflagration dans les Balkans, aider la coup d'État c. à d. réaliser une alternative au régime pro-autrichien du roi Milan. Bien que la campagne et les menaces des radicaux, Monténégrins et partisans des Karadorđević n'eussent aucun résultat direct, ils ont, à côté des échecs dans la politique extérieure et du scandale provoqué par le divorce avec

la reine Nathalie, forcé le roi Milan à abdiquer le 22 février 1889. L'abdication du roi Milan a été officiellement jugée au Monténégro une affaire purement interne de la Serbie, mais dans l'entourage du prince Nicolas on ne dissimulait pas la satisfaction.

Le départ du roi Milan lui-même a agi en direction d'une certaine amélioration des relations officielles entre la Serbie et la Monténégro. Une amélioration plus réelle se produisit dans la seconde moitié de l'année 1889. A cause d'une année extrêmement mauvaise au Monténégro, le gouvernement serbe, sur la demande du gouvernement monténégrin, a approuvé la colonisation, dans la région de Toplica, de plus de 1000 familles monténégrines les plus indigentes. Le Monténégro exprima la gratitude fraternelle à la Serbie et il s'est manifestée cette profonde réciprocité des sentiments et intérêts du peuple des deux pays que les controverses dynastiques n'ont pas réussi à troubler.

En 1890 le prince Nicolas et son gouvernement se sont mis d'accord avec la régence et le gouvernement de la Serbie au sujet de l'action nationale et politique commune parmi les Serbes en Turquie. Il s'agissait de remplacer les évêques phanariotes qui étaient jusque là nommés par le patriarche de Constantinople, à Prizren et à Skopje, par les évêques serbes. Les deux gouvernements ont engagé la lutte politique pour l'influence dite respective sur le territoire de la Turquie – dans le sandjak de Novi Pazar et dans les régions de Kosovo et Metohija. Le but qu'ils se proposaient était de mettre en oeuvre, par l'intermédiaire de l'église, l'influence politique des gouvernements de la Serbie et du Monténégro, de stimuler et intensifier l'idée de libération nationale dans ces régions non libérées. Avec l'appui de l'église, l'extension du réseau des écoles primaires serbes sera un des moyens fondamentaux pour l'affirmation de la politique nationale de la Serbie et du Monténégro dans ces régions-ci.

Cependant, les représentants de deux gouvernements ont rencontré à Constantinople une puissante opposition de la part du Patriarcat oecuménique qui, principalement pour ses intérêts matériels, s'employait à nommer les membres de son clergé évêques dans la Vieille Serbie et en Macédoine. La Porte respectait dans une considérable mesure les dispositions du Patriarcat et l'affaire devint difficile à résoudre. Pourtant, la Russie qui, en rêvant lentement ses penchants de San-Stéfano dans les affaires liées à la question d'Orient, donnait un appui puissant à la Serbie et au Monténégro dans leurs efforts d'obtenir la nomination des évêques serbes à Prizren et même à Skopje. Enfin, après la mort du métropolitain phanariote Kyr Méléntios, le Patriarcat oecuménique a sacré, au commencement de l'année 1896, métropolitain de Prizren le Serbe Dionysios Petrović.

Le nouveau métropolitain de Prizren était boursier du gouvernement serbe dans le grand séminaire du Patriarcat de Constantinople dans l'île de Chalki et comme connaisseur des langues grecque et turque, fut acceptée aussi par la Porte. Dionysios se recommandait au gouvernement monténégrin qu'il s'emploiera, en sa qualité d'évêque, pour ses intérêts et prétentions dans le sandjak de Novi Pazar et en Metohija. En ce

temps-là le gouvernement bulgare intensifiait son activité envers la Macédoine et l'Exarcate Bulgare tâchait de se reconcilier avec le Patriarcat de Constantinople, ce qui représentait une grande menace aux prétentions de la Serbie sur la Macédoine. Pour cette raison le gouvernement serbe tenait beaucoup à avoir le Monténégro à ses côtés, exigeant de l'évêque Dionysios d'avoir égard aux désirs et aspirations particuliers du Monténégro.

Comme le roi Alexandre Obrenović a, en 1893, pris le pouvoir dans ses mains, il adressa bientôt une invitation au prince Nicolas de le visiter à Belgrade. Considérant que sa dynastie était beaucoup plus ancienne et de mérite pour la nation serbe, et étant lui-même considérablement plus âgé que le roi Alexandre, le prince Nicolas hésitait à répondre à l'invitation. En automne de l'année 1894 les deux souverains s'étaient rencontrés personnellement à Saint-Petersbourg à l'occasion des funérailles de l'empereur russe Alexandre III. Les souverains ont échangé les promesses qu'ils écarteraient tout ce qui avait jusque là provoqué les brouilles entre leurs maisons et qu'ils ne toléreraient dans leurs États aucune activité politique dirigée contre l'autre parti.

Le ratification du traité de commerce entre la Serbie et le Monténégro offrit au commencement de l'année 1896, une occasion propice à de nouveaux contacts. Le commerce de marchandises entre deux pays, en s'effectuant par un chemin détourné à travers l'Autriche-Hongrie, sera presque insignifiant. Le résultat le plus important de la visite de l'émissaire royal, général Milovan Pavlović, à Cetinje était la mise en oeuvre de l'idée sur l'échange des visites entre les souverains.

Après les négociations ultérieures le prince Nicolas a accepté de faire le premier la visite au roi Alexandre, étant d'un rang inférieur en tant que souverain. Et pour satisfaire, d'une certaine façon, la vanité du prince Nicolas, comme aîné du roi de beaucoup d'années, etc., le roi Alexandre a annoncé le premier son intention de visiter le Monténégro, désirant d'assister, en automne 1896, à la célébration du 200^e anniversaire de la dynastie de Petrović-Njegoš.

A la Saint-Guy (Vidovdan) le 15 (le 27) juin 1896, le prince Nicolas, arrivé à Belgrade par un train du chemin de fer hongrois, et le roi Alexandre s'embrassaient. La visite était richement remplie de solennités. La commémoration de la bataille sur le champ de Kosovo dans la cathédrale de Belgrade, la visite à l'Académie des sciences, à la Grande école (université), à l'Académie militaire, etc. Dans un toast remarqué que le prince Nicolas a porté au dîner de gala le 17 (le 29) juin, le souverain monténégrin a mis en relief que »le peuple serbe clame même aujourd'hui sa liberté... et les souverains serbes doivent le remettre sur pied et le conduire vers la réalisation de ses justes aspirations«. Le prince Nicolas considérait la concorde, dans l'unité d'action, de deux souverains comme condition préalable fondamentale pour l'accomplissement de la tâche historique – la libération de tous les Serbes. On entendait par là que le souverain du Monténégro devait être accepté comme protagoniste à droits égaux avec le souverain de la Serbie sur cette voie historique qui mène à la réalisation de leur tâche commune.

Les souverains ont donné leur approbation à l'arrangement politique conclu par les ministres des affaires étrangères de deux pays, à savoir: que la Serbie et le Monténégro devaient s'unir contre chacun qui attenterait aux droits du peuple serbe, fût-ce de la part de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie ou de la Bulgarie – mais sur chaque pas qu'ils devraient faire ensemble à l'avenir, il faudrait se mettre préalablement d'accord. L'effet direct d'un «arrangement» pareil ne pouvait pourtant être que l'accord de deux gouvernements de continuer leur action diplomatique à Constantinople, avec l'appui du gouvernement russe en vue d'obtenir la nomination d'un évêque serbe métropolitain de Skopje. Autrement, l'unité naturelle d'intérêts et buts nationaux du Monténégro et de la Serbie, assurait l'unité des actions libératrices nonobstant l'état des rapports entre les dynasties et les gouvernements. C'est pourquoi leur «arrangement» a pu être formellement aussi peu obligatoire.

La visite du prince Nicolas à Belgrade se termina le 18 (le 30) juin. Par son effet extérieur, elle était magnifique et par l'impression patriotique qu'elle avait faite sur les contemporains aussi pleine d'effet.

Le roi Alexandre avait annoncé sa visite au prince Nicolas, en en fixant la date à la Saint-Georges 1897, fête patronimique de la famille des Petrović-Njegoš. A la veille de l'arrivée du roi ont été établies les relations diplomatiques unilatérales entre la Serbie et le Monténégro, c. à d. le roi serbe a seul accredité auprès de la cour du prince Nicolas, le général Jevrem Velimirović, en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

L'arrivée et le séjour du roi Alexandre à Cetinje du 23 au 26 avril (du 5 au 8 mai) 1897, bien que le programme en fût plus modeste que celui de Belgrade, ont été tout de même bien remplis et agréables.

Les conversations politiques se rapportaient à la question de la succession future des restes de l'Empire Turc dans les Balkans. Les prétentions de l'un et de l'autre parti visaient l'espace du sandjak de Novi Pazar, les régions de Kosovo et Metohija, la Macédoine et l'Albanie. Les négociations relatives à l'influence et aux prétentions respectives sur cet espace, ont été rompues à cause de la ville de Prizren, à laquelle prétendait le prince Nicolas comme à la sphère d'aspirations de ses «grands-pères et arrière-grands-pères». En refusant cette prétention, le roi Alexandre insistait sur le fait que les «souvenirs les plus sacrés de l'ancien État serbe» étaient liés à Prizren. »A la fin, la question fut laissée en apparence pendante – le roi Alexandre devait prétendument consulter ulérieurement les partis politiques à Belgrade et la proposition monténégrine serait «probablement» adoptée.

Autrement, l'écho des rencontres des souverains à Belgrade et à Cetinje était retentissant dans le public serbe et yougoslave. Les marchandages secrets entre les souverains au sujet des sphères d'intérêt n'étaient autre chose que les tendances des milieux gouvernants de l'un et de l'autre parti à assurer leurs intérêts et objectifs plus étroits, de classe, dans l'avenir. Les manifestations du patriotisme et des tendances libératrices des peuples signifiaient par elles-mêmes la négation des querelles et rivalités dynastiques.

Peu de temps après la fraternisation à Belgrade et à Cetinje, les rapports entre deux dynasties et deux gouvernements subirent un refroidissement nouveau. Le roi Milan était revenu à Belgrade au mois d'octobre 1897 et a occupé la position du commandant en chef de l'armée serbe. Le nouveau cabinet fut formé par Vladan Đorđević qui a pris aussi les affaires étrangères. Dans les conditions du statu quo établi dans les Balkans, lorsque la Russie s'engageait de plus en plus dans l'Extrême-Orient, la Monarchie avait la possibilité pour une action plus puissante. Ceci explique, pour une bonne part, le retour du roi Milan en Serbie.

Du côté de la Serbie, le rapport envers le Monténégro était connu, dans la période de 1897 à 1900 par les pamphlets scandaleux, dirigés surtout contre la personne et la famille du prince Nicolas de Monténégro. Les pamphlets étaient inspirés et financés par le roi Milan, président du Conseil Vladan Đorđević et la police de Belgrade, avec l'instigation et l'aide de côté du gouverneur austro-hongrois de la Bosnie et de l'Herzégovine Benjamin Kállay. Le sens et le but des pamphlets étaient de porter atteinte, par les calomnies et encore davantage par différentes inventions, à la renommée et à la popularité dont le prince Nicolas jouissait jusque là parmi les Yougoslaves, et surtout Serbes.

Le comble de tension entre les cours et les gouvernements de la Serbie et du Monténégro était la persécution en masse et sans égard des Monténégrins, élèves et étudiants ainsi que des colonistes de Belgrade et de la Serbie après l'attentat de la Saint-Jean contre le roi Milan en 1899. En commun avec les radicaux, les Monténégrins étaient champions intransigeants dans la lutte contre le régime autocratique en Serbie. La tentative d'assassinat du roi Milan a servi au roi Alexandre comme un bon prétexte pour la chasse à l'homme impitoyable, dans laquelle la Monténégrin et la Radical étaient des synonymes – ennemis de l'ordre et de la couronne.

Pourtant le mariage du roi Alexandre avec une dame d'honneur, plus âgée que lui, Draga Mašin au mois de juillet 1900 et la démission du cabinet de Vladan Đorđević, ainsi que la résignation du roi Milan à la position du commandant en chef de l'armée, ont marqué un virage déterminé dans les domaines de la politique intérieure et de la politique extérieure en Serbie, ce qui est le mieux illustré par le fait que l'empereur russe a consenti à être témoin au mariage d'Alexandre et de Draga.

Les rapports entre les gouvernements de la Serbie et du Monténégro se normalisaient lentement. Outre le départ du roi Milan et de Vladan Đorđević, il s'est présentée aussi l'occasion à deux gouvernements de s'opposer en commun au projet de l'Autriche-Hongrie de construire la ligne ferroviaire de la Bosnie à travers le sandjak de Novi Pazar jusqu'à Salonique, en s'opposant en même temps à la construction du chemin de fer qui relierait la Serbie et le Monténégro avec l'issue à l'Adriatique. Les deux gouvernements ont également renouvelé la coopération en vue d'obtenir la nomination du métropolite serbe à Skopje, ce qui leur réussit en 1901.

Sur le plan plus étroit, dynastique, pourtant, le roi Alexandre éprouvera une haine mortelle pour le prince Nicolas qui, par cas filles

mariées à la cour de Russie y intriguait précisément et influait essentiellement sur la décision de l'empereur et d'impératrice de refuser définitivement de recevoir le couple royal serbe. Le prince Nicolas ne choisissait pas les moyens pour jouer un mauvais tour au roi Alexandre. La question de l'avenir de sa dynastie accablait le prince Nicolas de plus en plus, car il identifiait l'existence même du Monténégro en tant qu'État indépendant au sort de sa famille. Il a fort bien compris qu'on ne le considérerait pas à Belgrade un partenaire important et encore moins un partenaire à droits égaux. Mais la nécessité de la réalisation plus complète du Monténégro comme État forçait le prince Nicolas, naturellement et inévitablement, à travailler en commun avec les gouvernants de la Serbie à toutes les questions qui avaient trait à la continuation de la lutte de libération de tous les Serbes et tous les Yougoslaves.

Le prince Nicolas essayait de prévenir le danger pour la dynastie et l'indépendance politique du Monténégro par un accord avec la Serbie, relatif à la division des „zones d'influence” dans la Turquie d'Europe. A cet effet, le prince avait l'intention de s'adresser encore une fois au roi Alexandre, mais il y a renoncé jugeant que la situation de la dynastie des Obrenović était irréparablement perdue.

Le coup d'État de mai 1903 à Belgrad, l'assassinat du roi Alexandre et de la reine Draga par un groupe de conjurés et l'arrivée au trône royal de la Serbie du prince Pierre Karađorđević, gendre du prince Nicolas n'ont apporté qu'une amélioration temporaire et superficielle des relations interdynastiques de la Serbie et du Monténégro. Sur la voie de l'unification du Monténégro et de la Serbie le souci du prince Nicolas de sa propre dynastie lui sera une préoccupation encore plus grande dans ses rapports avec la dynastie des Karađorđević.